



DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

(Pour les sociétés cotées en bourse)

A. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR

- Raison sociale du demandeur (entreprise ou particulier qui soumet la demande) : _____
- Nom commercial (s'il y a lieu) : _____
- Adresse physique de l'entreprise : _____
- Ville ou municipalité : _____ Province : _____
- Code postal : _____ Téléphone : _____
- Personne-ressource : _____ Titre _____
- Téléphone : _____ Courriel : _____

B. AIDE DEMANDÉE :

- Emplacement du projet (ville, municipalité ou village) : _____
- Montant demandé : _____ \$
- Type d'aide demandée : _____
- Description du projet et objectif de l'aide financière demandée : _____

- Date de début du projet : _____ Date d'achèvement du projet : _____
- Fournir les sources et l'utilisation de tous les fonds à dépenser tout au long du projet proposé (si l'espace est insuffisant, joindre une autre feuille) :

Source	Montant	Utilisation	Montant
_____	\$ _____	_____	\$ _____
_____	\$ _____	_____	\$ _____
_____	\$ _____	_____	\$ _____
_____	\$ _____	_____	\$ _____

_____ \$ _____ | _____ \$ _____
Total des fonds \$ _____ | **Coût total du projet** \$ _____

C. DEMANDE D'INFORMATION

- Est-ce que des fonds pour ce projet ont été demandés auprès d'autres sources gouvernementales? OUI

NON Dans l'affirmative, veuillez décrire de quels ministère ou organisme proviennent ces fonds : _____

- Renseignements sur toute aide financière reçue antérieurement de la province au cours des 5 dernières années :

Ministère ou organisme	Montant (en dollars)	Année

- Activités internationales – Le demandeur/garant doit déclarer s'il exerce ou s'attend à exercer au cours des douze prochains mois des activités d'exploitation, d'exportation ou d'importation dans l'un des pays énumérés sous le lien ci-dessous :

https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/sanctions/current-actuelles.aspx?lang=eng

OUI NON

Si la case « Oui » est cochée, veuillez fournir la liste complète de ces pays :

D. DÉCLARATIONS, AUTORISATION ET CONSENTEMENT

Consentements – Le demandeur et, s'il y a lieu, le ou les garants, pour eux-mêmes et leurs administrateurs et dirigeants respectifs, s'ils sont constitués en société (chaque société déclarant, le cas échéant, qu'elle a obtenu le consentement de ces personnes pour fournir ce consentement en leur nom), consent par les présentes à ce que le ministère ou l'organisme du gouvernement du Nouveau-Brunswick qui reçoit la demande d'aide financière :

- recueille des renseignements personnels et commerciaux (« renseignements ») auprès de ces personnes, entreprises, sociétés, autorités gouvernementales, institutions ou organismes (« tiers »); et autorise ces tiers à communiquer les renseignements au ministère ou à l'organisme et à faire toutes les demandes de renseignements jugées nécessaires avec ce tiers afin de prendre une décision sur toute demande d'aide financière présentée et pour l'administration continue de toute aide accordée;
- échange des renseignements raisonnablement nécessaires, aux fins de l'évaluation de la demande, avec un autre ministère ou organisme du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou du gouvernement fédéral, des institutions

financières ou des partenaires financiers pour tout projet envisagé;

- 3) partage de l'information avec les agences de crédit pour l'analyse des antécédents de crédit et les agences externes pour la vérification des antécédents par un ministère ou un organisme du gouvernement du Nouveau-Brunswick ou d'autres institutions;
- 4) accède au site du projet par l'intermédiaire du ministère ou de l'organisme pour vérifier que le projet soit entrepris et réalisé conformément aux modalités décrites dans la présente demande;
- 5) partage des renseignements avec les autorités judiciaires en cas de fraude ou de fraude présumée; ou avec les institutions financières a) pour prévenir ou contrôler la fraude; ou b) en cas de violation d'une entente de financement.

Juridique et financier – Le demandeur et, le cas échéant, le ou les garants, ou les associés ou actionnaires du demandeur/garant, selon le cas, doit déclarer que les énoncés suivants sont vrais et/ou divulguer avec les détails appropriés au bas du présent formulaire tout énoncé qui ne peut pas être vrai :

- 1) se conformer à toutes les lois et à tous les règlements provinciaux et fédéraux applicables;
- 2) n'avoir fait l'objet d'aucun litige, action en justice, poursuite ou réclamation en instance, en cours ou imminent¹, ni d'aucune procédure devant une cour, un tribunal, un conseil ou un organisme gouvernemental, en cours ou à venir, et qu'aucun jugement non exécuté n'a été rendu contre eux;
- 3) ne pas être en défaut en vertu de contrats importants auxquels ils sont une partie ou qui ont une incidence sur l'entreprise ou les biens du demandeur/garant;
- 4) ne pas être en retard dans le paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt d'entreprise ou de taxes foncières, de la TPS, de la TVH, de la taxe de vente, des retenues sur la paie, etc.;
- 5) ne pas avoir été déclaré en faillite en vertu d'une procédure de faillite (libéré ou non libéré) et ne pas avoir fait l'objet d'autres procédures ou propositions d'insolvabilité;
- 6) confirmer qu'il n'y a pas eu de détérioration importante de la situation financière ou des activités du demandeur/garant(s) depuis la date de fin du dernier exercice financier du demandeur/garant(s) pour lequel un bilan et un état des résultats ont été fournis;
- 7) confirmer que l'entreprise a la capacité financière d'exécuter le projet proposé;
- 8) confirmer que les entreprises, les sociétés liées ou les personnes qui ont le contrôle de l'entreprise n'ont pas été impliquées dans des manquements passés à l'égard de l'aide financière gouvernementale fournie par la province du Nouveau-Brunswick, à moins que ces renseignements n'aient été divulgués dans la présente demande;
- 9) confirmer que les actionnaires (définis comme étant une personne qui détient plus de 5 % des actions en circulation), les administrateurs, les dirigeants et tout membre de leur famille immédiate ne sont pas, à l'heure actuelle ou au cours des 12 derniers mois, un fonctionnaire provincial du Nouveau-Brunswick, comme un sous-ministre, un membre du personnel exécutif; un chef de société d'État, membre du conseil d'administration d'une société d'État;
- 10) confirmer que ni les actionnaires (définis comme étant une personne qui détient plus de 5 % des actions en circulation) ni les administrateurs n'ont été déclarés coupables d'une infraction criminelle liée à la fraude ou au détournement de fonds
- 11) les renseignements et les observations contenus dans le présent formulaire de demande sont véridiques et exacts à la connaissance et selon les convictions des demandeurs. Si le demandeur est une entreprise, le soussigné atteste également qu'il a le pouvoir de présenter cette demande au nom de l'entreprise;
- 12) ne pas agir au nom ou au profit d'un tiers non autorisé.

¹ Montant qui serait autrement divulgué dans les états financiers

Politiquement vulnérable – Aucun des demandeurs individuels ou des partenaires, actionnaires (définis comme étant une personne qui détient plus de 5 % des actions en circulation), administrateurs ou dirigeants du demandeur/garant, selon le cas, ni aucun des membres de la famille ou des proches associés du demandeur ne détient ou n'a jamais occupé l'un des postes ou fonctions suivants au Canada ou dans ou au nom d'un pays étranger :

- 1) chef d'État ou de gouvernement dans un pays étranger; gouverneur général ou lieutenant-gouverneur au Canada; membre d'un Sénat, d'un conseil exécutif de gouvernement ou d'une assemblée législative; chef ou président d'un parti politique dans une assemblée législative;
- 2) sous-ministre (ou l'équivalent); ambassadeur ou attaché ou conseiller d'un ambassadeur; général militaire (ou grade supérieur);
- 3) président d'une société d'État fédérale ou provinciale, d'une société d'État ou d'une banque d'État, ou dirigeant d'un organisme gouvernemental;
- 4) juge d'une cour d'appel; maire; dirigeant d'une organisation internationale établie par les gouvernements ou dirigeant une institution de cette organisation.
- 5) Dans les cas où un demandeur individuel ou les associés, actionnaires, administrateurs ou dirigeants du demandeur/garant, selon le cas, ou tout membre de la famille ou proche associé, a occupé l'un des postes susmentionnés, veuillez identifier la personne et divulguer les renseignements pertinents ci-dessous.

Pour l'application du présent alinéa, « membre de la famille » s'entend de l'une des personnes suivantes : (i) époux(se) ou conjoint(e) de fait; (ii) enfant; (iii) mère ou père; (iv) mère ou père de l'époux(se) ou du/de la conjoint(e) de fait; et (v) enfant de leur mère ou père. « Proche collaborateur » désigne une personne étroitement liée à une personne susmentionnée en (1) à (4) pour des raisons personnelles ou professionnelles.

Veuillez divulguer et fournir des précisions au sujet de la section E ci-dessus, c'est-à-dire des précisions données par le ou les demandeurs/garants au sujet de tout énoncé qui ne peut être déclaré vrai et exact (joindre et parapher la page supplémentaire, au besoin) :

Nom (en lettres moulées) :

Poste :

Signature :

Date :

Veuillez envoyer le formulaire de demande rempli et signé par la poste, fax ou courriel à l'adresse suivante :

Société de développement régional
 Place Chancery, C.P. 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick), E3B 5H1
 Téléphone: (506) 453-2277
 Fax: (506) 453-7988
 Courriel: RDC-SDR@gnb.ca
 Site web: www.gnb.ca/sdr